



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 158 du 27 septembre 2020

Au sommaire :

- **L'incurie et la panique du pouvoir pris dans la tourmente de la pandémie et de la débâcle capitaliste**
Galia Trépère
- **En défense du NPA, se donner les moyens de répondre ensemble aux possibilités et besoins nouveaux** - *Texte collectif de discussion au sein du NPA*

L'incurie et la panique du pouvoir pris dans la tourmente de la pandémie et de la débâcle capitaliste

Mercredi dernier, à l'issue d'un conseil de défense et de sécurité nationale, le ministre de la Santé, Olivier Véran a annoncé une avalanche de restrictions et d'interdictions allant jusqu'à la fermeture complète dans les Bouches du Rhône et en Guadeloupe des bars et des restaurants. Ces mesures dont l'incohérence et l'absurdité n'échappent à personne quand les salariés doivent se rendre à leur travail quoi qu'il en coûte, quand les classes et les amphis sont surchargés et les transports bondés, suscitent un mécontentement légitime même s'il offre un terrain à tous les démagogues populistes.

L'incohérence d'une politique de classe

Macron et le gouvernement, affaiblis par des déboires en série à LREM, perdent pied face à l'augmentation des contaminations. Ils craignent une accélération de l'épidémie avec les mêmes conséquences catastrophiques qu'au printemps dernier. Incapables d'avoir une réelle politique sanitaire, ils confinent par petits bouts par peur d'être dans l'obligation de confiner à nouveau. Ils veulent montrer qu'ils agissent mais sont en fait impuissants si ce n'est pour cultiver les peurs et anxiétés. Leur politique n'est qu'injonction méprisante et bluff, comme lorsqu'ils ont annoncé triomphalement qu'un million de tests par semaine seraient effectués alors que sur le terrain, c'est la pagaille, l'engorgement des centres de dépistage sans les moyens d'en avoir les résultats assez rapidement pour qu'ils aient la moindre efficacité. Cette incurie obéit à une logique sociale, leur refus de remettre un tant soit peu en cause la médecine libérale pour coordonner une politique de santé et leur seule réelle préoccupation, servir avant tout les intérêts des multinationales qui mettent l'économie et la société en coupe réglée.

L'argent coule à flots pour renflouer les grands groupes capitalistes et les grandes fortunes, alimenter les spéculations pour éviter l'effondrement de la Bourse. Il manque quand il s'agit des services publics, des besoins élémentaires de la population. Des médecins le rappellent, l'épidémie a causé 1438 morts le 14 avril et 30 le 9 septembre. Mais avec 995 malades en réanimation mercredi, c'est un cinquième des lits de réa disponibles qui sont occupés. Dit autrement, il n'y a pas un seul lit de plus qu'au début de l'épidémie car aucun moyen supplémentaire n'a été mis dans les hôpitaux, pas une embauche en particulier alors que les personnels réclament depuis plus d'un an 120 000 créations de postes et le matériel le plus rudimentaire comme gants et surblouses manque encore de manière criante sans parler bien sûr des respirateurs. Et des hôpitaux destinés à la fermeture qui avaient ouvert des dizaines de lits voire des centaines au printemps ne pourront plus le faire. Le gouvernement est bien placé pour craindre une saturation des moyens hospitaliers, il n'a rien fait pour y remédier, mieux il a continué son travail de destruction de l'hôpital public.

Pour lutter efficacement contre l'épidémie, il faudrait une politique globale de santé incluant dans un vaste service public tous les établissements de soins, d'analyses, la médecine libérale ainsi que l'industrie pharmaceutique. Mais organiser réellement, coordonner les différents acteurs du système de soins supposerait exercer une contrainte sur les dirigeants et actionnaires des établissements privés, sur les médecins et les chirurgiens libéraux, et il n'en est pas question pour le gouvernement. Incapable de ce fait d'avoir une politique démocratique qui fasse appel à la population, à ses initiatives, à son sens des responsabilités et suscite la confiance, il n'a pas d'autre politique que

des mesures de police intimidant, réprimant et infantilisant toute la population.

La police à tout-va, expression de la faillite du gouvernement et des classes dirigeantes

La même logique est à l'œuvre dans tous les domaines. Le chômage, la précarité et la misère explosent, la violence sociale exacerbe les tensions, nourrit la délinquance, les trafics en tous genres. « L'insécurité », thème favori de la démagogie du pouvoir, de la droite et de l'extrême droite, c'est d'abord et avant tout l'insécurité sociale dont sont responsables les classes dirigeantes. Le gouvernement, dans la continuité de tous les gouvernements précédents et comme les gouvernements du reste du monde, réduit les dépenses de l'État utiles à la population pour augmenter celles, dites « productives », destinées à favoriser les investissements des capitalistes, donc à baisser le « coût du travail », leurs impôts, leurs cotisations sociales. Il taille dans les budgets des services publics et de la protection sociale, réduit le nombre par élève d'enseignants et d'adultes dans les établissements scolaires, le nombre des éducateurs dans les quartiers, d'animateurs sportifs et il augmente les effectifs de police qui mettront « du bleu » dans les cités, comme l'a annoncé Darmanin, et traqueront les petits trafiquants mais ne pourront atteindre les patrons des réseaux de la drogue et de la prostitution et leurs soutiens occultes et haut-placés. Une enquête internationale n'a-t-elle pas confirmé récemment que de grandes banques étaient impliquées dans le blanchiment d'argent sale ?

Incapable d'apporter des solutions de fond à l'aggravation des drames de la société puisqu'il en est responsable en tant que serviteur tout dévoué des intérêts des classes possédantes, le pouvoir ne sait qu'user de la répression contre celles et ceux qui expriment leur mécontentement, leur opposition, il légitime les violences policières contre les manifestants et les sanctions contre les salariés récalcitrants y compris maintenant dans la fonction publique, l'Éducation, l'Inspection du travail comme c'était déjà le cas à La Poste, à la RATP ou à la SNCF et depuis toujours dans la plupart des entreprises privées.

Licenciements en cascades, le capitalisme à nu

Leur système, les annonces de plans de licenciements dans quelques-unes des plus grosses entreprises du pays comme Air France, Airbus, Renault, Nokia, Sanofi, Auchan, Total, et tout dernièrement Bridgestone à Béthune, en montrent le vrai visage. D'autant qu'ils ont été annoncés en même temps ou peu de temps après les plans d'urgence et de « relance » qui offrent des dizaines de milliards à ces mêmes groupes (pour payer le chômage partiel de leurs salariés, geler ou parfois annuler leurs cotisations sociales, baisser leurs impôts de production). Ces subventions de l'État qui s'ajoutent à celles déjà existantes comme les exonérations qui ont pris le relais du CICE (Crédit impôt compétitivité) ou le CIR (crédit impôt recherche) vont alimenter les marchés financiers et la spéculation en Bourse, le chemin le plus court vers un prochain krach financier.

La réalité du système, c'est le fait qu'une minorité richissime qui a accaparé tous les moyens de produire les richesses (147 multinationales dans le monde contrôlent toute l'économie) n'investit dans l'industrie ou les services qu'à condition d'en retirer suffisamment de profits grâce à l'exploitation des salariés. Pour le constructeur japonais Bridgestone, les salariés de l'usine de Béthune coûtent trop cher. Il décide la fermeture de l'usine, le renvoi de ses 863 salariés alors qu'il investit dans des unités de production en Pologne et en Estonie. Le gouvernement, Xavier Bertrand, le député LR Bellamy, le Rassemblement national s'en indignent, les uns d'accuser l'Union européenne, les autres la lourdeur des « impôts de production », et le gouvernement de promettre de tout faire pour sauver les emplois en créant des conditions attrayantes pour garantir la meilleure extorsion de profit possible à Bridgestone ou à un éventuel repreneur. En aucun cas les uns comme les autres, au pouvoir ou aspirant à y retourner ou à y parvenir, ne songent à s'attaquer à des groupes capitalistes, quels qu'ils soient. Leur agitation ne sert qu'à essayer de lanterner les salariés, récupérer en le dévoyant leur mécontentement, tenter de les anesthésier. Tous craignent une explosion sociale, ils craignent une révolte des travailleurs bien plus que les travailleurs eux-mêmes ne la croient possible et ils ont bien raison. Aujourd'hui, la pandémie et les inquiétudes sidèrent encore les consciences, mais tôt ou tard, le voile se déchire, la lucidité revient, les évolutions de conscience s'accélèrent, la poudre explosive de la révolte sociale libère brutalement son énergie contenue...

Répondre à la crise sanitaire et à la débâcle économique, rompre avec la logique du profit

Usines Renault au printemps dernier, Airbus, Nokia, Bridgestone, à chaque annonce des plans de licenciements, les travailleurs ont exprimé leur écœurement, leur révolte, manifesté leur colère, dans la rue, parfois en faisant grève.

Le plus souvent, les organisations syndicales qui combattent les licenciements, comme aussi la gauche institutionnelle, entreprennent de démontrer que l'entreprise est viable, rentable, que leurs patrons devraient la garder ou d'autres la reprendre. C'est une politique illusoire. Grâce à leur lutte les salariés peuvent certes retarder la fermeture ou les licenciements, parfois obtenir un repreneur, alléché par les subventions promises, mais quelques mois plus tard, il y a de nouveaux plans sociaux jusqu'à la fermeture. Argumenter sur la viabilité d'une entreprise spécifique, en outre, laisse ses travailleurs isolés des autres travailleurs, condamnés à se battre entreprise par entreprise, parfois dans le même groupe industriel, alors que leurs intérêts sont communs.

Quant aux demandes de relocalisation ou de réindustrialisation française, on en saisit vite toute l'absurdité : la « relocalisation » pour Bridgestone c'est le retour au Japon, en Finlande pour Nokia, aux USA pour Ford, etc. Relocaliser des usines du textile ou de l'automobile, c'est mettre

au chômage des millions de salariés un peu partout dans le monde.

Un programme de défense des emplois, des salaires, ne peut être qu'un programme de rupture avec la logique du profit. Les travailleurs n'ont rien à attendre ni de leurs patrons actuels ou repreneurs ni du gouvernement ou des pouvoirs publics qui les arrosent de subventions sans même faire respecter les conditions de reprise quand ils en ont mis ni de politiciens à la recherche de postes dans les futures élections.

Tout le monde doit pouvoir avoir un travail, correctement payé et il y a suffisamment de richesses dans la société pour le permettre. La solution est simple : interdire les licenciements, partager le travail entre tous sans diminution de salaire, financer les emplois en prenant sur les profits, les dividendes accumulés, les fortunes des gros actionnaires.

L'économie doit tourner pour les besoins de la population et non pour les profits des gros actionnaires, ce sont les

salariés eux-mêmes qui font déjà tourner toute la société et ils n'ont besoin que de s'organiser pour prendre le contrôle de l'économie.

Par ce programme, qui part de l'idée que tous les travailleurs ont les mêmes intérêts face aux capitalistes, il est possible de tisser des liens entre les travailleurs des entreprises du même groupe en France et à l'étranger et avec ceux de groupes capitalistes différents.

Un emploi, un salaire décent, un logement confortable, une alimentation saine, la possibilité de se soigner, de se former, de se cultiver, voilà les besoins élémentaires que les classes possédantes aujourd'hui sont incapables de satisfaire et qui seraient accessibles à toutes et tous si tant de richesses n'étaient pas accaparées par une infime minorité de la population parasitaire.

Le capitalisme montre sa faillite, l'avenir appartient à la jeunesse et au monde du travail.

Galia Trépère

En défense du NPA, se donner les moyens de répondre ensemble aux possibilités et besoins nouveaux

En cette rentrée, la pandémie du covid-19, aggravée par la logique du profit et de la concurrence, continue de dominer la situation reléguant, dans les esprits, au second plan ses conséquences économiques et sociales en lien avec la faillite en cours du capitalisme. Elle engendre une exacerbation des tensions sociales, l'accentuation de l'offensive des classes possédantes et de leurs États contre les exploités comme, en retour, une explosion à travers le monde du mécontentement et des mouvements de révolte. Ici, même si les classes dominantes, Macron parviennent à contenir la situation, le mécontentement, les colères sont profonds bien que encore dominés par la pandémie, l'inquiétude économique et surtout par l'absence de perspectives.

De façon générale, le décalage entre cette situation et le niveau de conscience et d'organisation des classes exploitées est flagrant. Il s'exprime par le décalage entre la colère accumulée et les limites du mouvement des gilets jaunes le 12 septembre, par l'impuissance de la gauche syndicale prisonnière du dialogue social, tout autant institutionnalisée que la gauche parlementaire et la faiblesse annoncée du 17 septembre. La veille du 17, dans le cadre des Fêtes de l'Huma, Martinez dialoguait avec le patron du Medef !

Face à ce manque de perspectives, il y a un besoin impérieux de construire la convergence et la cohérence politique de tous les mécontentements, de toutes les colères et révoltes, de toutes les mobilisations, de toutes les luttes. C'est une tâche politique qui a besoin d'un outil, d'un programme pour le monde du travail qui serait largement discuté entre les différents courants révolutionnaires comme avec les militant.e.s des luttes, des interpros et

avec l'ensemble des travailleurs. Il s'agit de formuler une appréciation de la nouvelle époque et des implications stratégiques, programmatiques qui en découlent à partir des mobilisations concrètes.

Ce travail devra surmonter bien des embûches au regard des divisions et de la dépolitisation ambiante, mais il est d'autant plus indispensable de l'engager. En effet, les mouvements qui depuis 2011 contestent et secouent le capitalisme, leurs limites et difficultés attestent qu'aujourd'hui la crise de l'humanité c'est d'abord et avant tout la crise du projet révolutionnaire, du socialisme et du communisme, la crise programmatique du mouvement ouvrier en réponse à l'impasse du capitalisme. Le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire dans son ensemble serait incapable de répondre aux besoins du moment s'il ne surmontait pas cette crise, au demeurant, sa propre crise, source de ses divisions et paralysies.

Prendre la mesure de l'ampleur, du caractère inédit, historique de la faillite en cours

La pandémie a été le révélateur de l'incurie des classes dominantes face à la crise sanitaire du fait de la politique qu'elles mènent depuis plusieurs décennies qui sacrifie les services publics, en premier lieu celui de la santé, à la course à la rentabilité financière et à la compétitivité. Elle a été aussi le déclencheur et l'accélérateur d'une débâcle économique jusqu'alors latente et annoncée dont personne n'est encore en mesure d'anticiper l'ampleur ni les ravages.

La pandémie est elle-même le produit des bouleversements des rapports entre la société humaine et la nature engendrés par la mondialisation économique. Elle

participe de la crise écologique à laquelle l'humanité est confrontée.

Un temps, elle a pu servir aux politiciens à tenter de masquer les véritables mécanismes de la débâcle et leur propre responsabilité mais le déroulement du déconfinement comme la politique des États et des banques centrales, les plans de relance, visant à sauvegarder le capital contre les populations désignent les responsabilités.

Le caractère pourrissant, la décomposition du capitalisme mondialisé, le parasitisme de la finance, la mondialisation armée dont Trump est l'expression la plus achevée se révèlent à la face du monde. La propriété privée permet à une infime minorité d'accaparer des richesses toujours plus considérables, les besoins sociaux et démocratiques les plus élémentaires se heurtent aux exigences de la rentabilité, de la baisse du coût du travail, à la dictature des marchés.

Il s'agit non seulement de refuser de payer les frais de leur crise mais de mettre en place, d'imposer les mesures sociales, la réorganisation de l'économie capables de répondre à la catastrophe en cours. Dans les consciences, l'idée que l'on ne peut compter que sur les moyens de la lutte des classes pour imposer nos besoins fondamentaux face à l'aristocratie financière fait son chemin.

Comprendre le passé pour penser l'avenir

Le poids du passé, des échecs, des reniements et trahisons pèse lourd sur les consciences non seulement de militants mais du monde du travail et de la jeunesse. La contre-révolution stalinienne a permis à des régimes nationalistes dictatoriaux de soumettre les masses au nom de l'anti-impérialisme et du communisme qui prennent aujourd'hui le visage de Xi Jinping et Kim Jong Un alors qu'ici les vieux partis issus du mouvement ouvrier sont un champ de ruines après s'être intégrés aux institutions bourgeoises.

La perspective de la transformation révolutionnaire de la société gagnera de l'influence si elle est capable et d'expliquer les échecs passés et de démontrer que ce que Trotsky appelait « *les prémisses objectives de la révolution socialiste* » ont atteint un degré de maturité qui rend à nouveau possible ce qui a échoué hier.

Notre programme n'est pas une idéologie idéaliste fondée sur la seule conscience et la seule volonté ou le rôle mythique d'un parti révolutionnaire ou de minorités d'avant-garde. Il prend appui sur les réalités des évolutions objectives, des conditions historiques, économiques et sociales, les rapports de force. Il formule en perspective politique l'issue, le dépassement des contradictions à l'œuvre dans la société capitaliste, au premier rang d'entre elles la contradiction entre la socialisation, la mondialisation croissantes de l'économie et des échanges et la propriété privée capitaliste financière.

Ces contradictions sont exacerbées alors qu'une classe ouvrière internationale puissante a émergé.

Ainsi, discuter des perspectives ouvertes par la nouvelle époque, c'est s'ouvrir à une nouvelle génération, à la jeu-

nesse pleinement engagée dans son temps qui émerge ici depuis 2016 ou à travers le monde depuis 2011. Plutôt que de faire peser sur sa conscience le poids des échecs du passé, nous devons l'aider à prendre conscience des possibilités nouvelles, de ses propres possibilités et capacités, l'aider à penser son propre avenir. Alors que la période de la vieille génération soixante-huitarde a cédé la place à une nouvelle période, l'avenir dépend de la nouvelle génération qui s'est formée dans un contexte radicalement différent. L'aider à prendre les affaires en main, c'est avec elle imaginer la suite, les jours d'après, l'avenir.

Pas de réponse sans l'intervention directe des travailleurs et de la population

Contrairement à une compréhension que l'on rencontre parfois, la démarche transitoire ne consiste pas à faire le pont entre réforme et révolution. Dans cette logique, toute victoire partielle permettant des réformes qui améliorent les droits et conditions d'existence et de travail serait un pas qui préparerait la possibilité révolutionnaire. Une telle compréhension retourne aux conceptions social-démocrates, programme minimum et programme maximum, la lutte pour les réformes aujourd'hui et la révolution, un jour peut-être...

La démarche transitoire construit le pont entre les besoins, les revendications et les luttes quotidiennes et la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Elle s'appuie non pas sur des revendications ou des propositions que pourrait appliquer d'en haut on ne sait quel gouvernement, fût-il animé des meilleures intentions, mais bien sur un programme pour les luttes qui, partant des exigences répondant aux besoins fondamentaux de la population, s'attaque à la propriété privée et pose le problème d'un pouvoir au service des intérêts de la collectivité, d'un gouvernement des travailleurs, des salariés, des chômeurs, des jeunes.

Les revendications du plan d'urgence ne sont pas plaquées de façon artificielle et incantatoire. Elles partent des besoins élémentaires de la population, « *du travail et une existence digne pour tous* », selon les mots du *Programme de transition*. Ce sont en particulier l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous et l'augmentation générale des salaires, exigences qui impliquent de s'attaquer aux profits des multinationales et aux dividendes des actionnaires, le contrôle des salariés et de la population sur les prix. La répartition du travail entre toutes les mains ouvrières implique que les salariés ayant un emploi établissent une liaison étroite avec les chômeurs, pour en exiger et imposer l'embauche dans leurs entreprises. Elle pose, en conséquence, la question du contrôle de la marche des entreprises, que celles-ci soient publiques ou privées.

Toutes ces revendications ont en commun qu'elles nécessitent de s'en prendre à la propriété privée. Plus que les revendications elles-mêmes, l'essentiel est comment elles sont articulées avec la mobilisation et l'organisation des travailleurs, leur contrôle sur l'économie, l'expropriation des gros actionnaires, et la question du pouvoir, d'un gou-

vernement des travailleurs issu des mobilisations, sous le contrôle des travailleurs organisés.

Cette démarche a été illustrée quand, lors de la phase aiguë de l'épidémie, le personnel hospitalier a assuré lui-même la marche des services pour suppléer à la carence des directions. Cela peut commencer en s'organisant collectivement sur les lieux de travail pour que les salariés assurent leur propre sécurité sanitaire, décident eux-mêmes de leurs conditions de travail pour pouvoir conjuguer travail et port du masque ou protocole sanitaire.

Le contrôle de la population sur l'économie n'est pas le résultat de « nouveaux droits » attribués d'en haut. Au contraire, c'est par leur mobilisation, leur organisation sous la forme de comités ou d'assemblées élus sur les lieux de travail, d'habitation que les travailleurs peuvent se préparer à exercer un contrôle sur l'économie en intervenant dans l'organisation du travail ou la direction de leur mobilisation.

La question de la démocratie, du contrôle au pouvoir des travailleurs

La gauche parlementaire et syndicale pose sans complexe la question du pouvoir, sur le terrain institutionnel. De LFI à EELV, dans le collectif « *Plus jamais ça* » dont font partie, entre autres la CGT, Solidaires ou Attac, se discutent les possibles « recompositions » à gauche dans l'objectif de 2022.

Cela souligne l'urgence de formuler une politique clairement indépendante de cette gauche sociale et politique, « radicale » ou non, et de rompre avec les ambiguïtés cultivées par la majorité de direction du NPA.

La recherche permanente « d'unité » avec cette gauche désarme les travailleurs et les militants. Elle exprime le manque de confiance dans nos idées, dans notre camp social et dans ses capacités d'initiative, de postuler à la direction de la société.

Au contraire, il nous faut porter la révolte, les colères, la soif de justice sociale, de dignité, de démocratie de toutes celles et ceux qui sont écoeurés par les politiques institutionnelles. Il faut aider cette révolte en l'armant d'une conscience de classe alors que les réactionnaires sont à l'offensive, tentant de dévoyer la révolte et la défiance vis-à-vis de la gauche faillie.

Oui, il faut œuvrer au rassemblement, celui des militants des luttes, travailleurs et travailleuses, jeunes, précaires, sur des bases d'indépendance de classe, en rupture avec les politiques institutionnelles.

Tout ce qui se discute dans le mouvement ouvrier pose la question de la démocratie et du contrôle par les travailleurs de la production et des échanges : comment les travailleurs, les classes populaires peuvent disputer et arracher le pouvoir à l'oligarchie financière et comment l'exercer, quelle démocratie ouvrière, populaire, révolutionnaire ?

La nécessité que les opprimé.e.s prennent eux-mêmes et elles-mêmes leurs « affaires en main » s'exprime dans

les mobilisations du monde entier... Celles pour le climat, contre le racisme et la répression d'État, contre les oppressions et violences sexuelles sont autant de manifestations d'un profond mouvement de contestation de la domination capitaliste.

La catastrophe écologique en cours, dont la pandémie est une des manifestations, rend encore plus impérieux le besoin d'apporter une réponse globale à la débâcle d'un capitalisme à bout de souffle ayant atteint ses limites historiques. Il ne peut y avoir de réponse sans une réorganisation de la production et des échanges, des choix qui rompent avec les impératifs de croissance pour les profits pour être orientés vers la seule satisfaction des besoins de la population dans le respect de l'environnement.

Tout concourt à développer la prise de conscience que les questions tant sociales qu'écologiques ou économiques ont une réponse globale, c'est-à-dire politique qui pose la question du pouvoir.

L'étouffement de toute vie réellement démocratique qui accompagne l'offensive des classes dominantes contribue à cette prise de conscience comme en témoigne le mouvement international contre les violences policières et le racisme provoqué par l'assassinat de George Floyd. Ce mouvement exprime et amplifie une prise de conscience sur le rôle de l'État et de sa police dans le capitalisme dit libéral comme complément indispensable au désordre social engendré par la libre concurrence et la course au profit.

De même, la question du racisme est indissociable de la question du nationalisme et de la xénophobie qui en constitue l'incontournable corollaire.

La lutte contre les violences policières et le racisme est nécessairement une lutte contre les inégalités et les injustices, une lutte contre l'oppression et les discriminations inhérentes à la société capitaliste, à la société de classe et, dans le même temps, elle donne à la lutte contre le capitalisme sa dimension démocratique essentielle et trop souvent négligée.

Alors que tous les partis institutionnels se rangent, avec plus ou moins de nuance, derrière la politique sécuritaire de Darmanin, enfant de Sarkozy et jumeau de Macron, le mouvement ouvrier doit être en rupture complète avec cette politique qui vise non seulement à faire taire mais à diviser les classes opprimées pour défendre l'ordre établi.

L'intervention directe des travailleurs pour imposer les mesures afin d'empêcher la catastrophe en cours participe du combat pour la démocratie et la dignité, contre les discriminations. La lutte des femmes pour l'égalité et leurs droits en est une composante motrice déterminante.

Elle débouche sur la formation de pouvoirs locaux pour imposer le contrôle, qui ne peut être garanti, institutionnalisé que si la classe des travailleurs conquiert le pouvoir pour engager le processus de révolution de la société vers le socialisme et le communisme. Ce processus ne saurait

se limiter au cadre hexagonal, il se déroule au niveau européen et international. Il ne connaît pas de frontières.

Une démarche pour élaborer collectivement, créer une dynamique démocratique sans préalable

L'état de morcellement dans lequel se trouve aujourd'hui le NPA résulte du développement d'une divergence de fond que la majorité a toujours refusé de clarifier : construire un parti large qui entraîne, sous couvert d'unité, la recherche constante d'alliances avec la gauche radicale ou développer une politique de construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire indépendant de cette gauche sans pour autant refuser les alliances dans le cadre des luttes et mobilisations.

Et c'est bien cette discussion qu'il nous faut mener, qui sera au cœur du prochain congrès, une discussion en prise avec la réalité de l'évolution sociale et politique hors des proclamations ou auto-proclamations.

Nous avons, lors du CPN de juillet, en réponse aux velléités de rupture, proposé une motion définissant une démarche pour trouver une issue en prenant à bras le corps les responsabilités et les tâches qui nous incombent. Il s'agissait, sans nier les désaccords ou divergences, d'ouvrir une discussion pour élaborer ce qui, aujourd'hui, nous est commun, ce qui nous réunit dans le même parti, un document programmatique pour faire face à la période, à nos tâches.

Cette proposition n'a pas eu le début d'une application, ignorée jusque-là par ceux-là même qui l'avaient votée. Un premier travail d'élaboration sur les urgences de la rentrée pourrait être certes une première étape, instrument d'une large campagne politique, mais il dépend des différentes fractions, en particulier de la plus importante, de faire leur choix politique pour que le NPA puisse surmonter sa crise et franchir une nouvelle étape.

Réussir dans l'entreprise présuppose une révolution culturelle au sein du NPA, une prise de conscience collective qu'il est urgent de se libérer de la logique fractionnelle, de l'état d'esprit dont elle se nourrit et qu'elle entretient.

Les divergences qui existent entre nous sont des discussions sur la façon de mettre en œuvre notre projet com-

mun, elles sont des discussions entre révolutionnaires et devraient participer d'une démocratie révolutionnaire.

L'immense mérite du NPA, sa légitimité est d'avoir tenté de rompre avec cette logique, quelle que soit la confusion qui y a prévalu.

Cet acquis prend un sens décisif aujourd'hui où s'ouvre une période de grande instabilité sociale et politique à l'échelle internationale comme ici, prémisses de mouvements révolutionnaires. Mais le faire vivre, lui donner une nouvelle dynamique implique d'être capable de se dégager du passé pour penser la nouvelle période, définir les bases politiques et stratégiques du parti que nous appelons les travailleurs, la jeunesse à construire pour et par eux-mêmes.

C'est aussi la voie pour sortir des conceptions par trop avant-gardistes du parti « guide éclairé », pour nous donner les moyens d'être les porte-parole de la révolte et des aspirations du monde du travail, de la jeunesse, des femmes, de leurs luttes pour contribuer à leur auto-organisation et à leur prise de conscience qu'ils représentent l'issue à la faillite du capitalisme.

Ne pas se dérober aux responsabilités

Personne ne peut dire ce que seront les prochains mois, les bouleversements à venir, les étapes de la lutte de classe. Mais notre capacité à répondre aux besoins des éléments les plus avancés du mouvement ouvrier, de nourrir les discussions, d'apporter une compréhension des bouleversements en cours, des perspectives, de leur apporter un cadre militant ouvert et démocratique dépend de notre capacité collective à surmonter nos divisions et clivages, à formuler ce qui nous est commun comme le contenu des désaccords. Il dépend de la capacité de chacune et chacun de dépasser les logiques et rivalités de groupes pour s'engager à tous les niveaux dans la construction du parti.

Réunir nos forces, rassembler autour de nos perspectives est la tâche prioritaire de cette rentrée. Le congrès à venir doit être l'occasion de donner un nouvel élan au projet du NPA de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires.

Le 16-09-2020

Texte collectif de discussion au sein du NPA